



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° 2013119-0014 du 29 AVRIL 2013

mettant en demeure la société SINIAT,
située sur le territoire de la commune de Mazan
de respecter les prescriptions de l'article n° 3.1.3 de
l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril
2009.

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et notamment son article L. 514-1,

VU le décret du 1er août 2012 portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Yannick Blanc

VU l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 autorisant la Société LAFARGE PLATRES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres sur le territoire de la commune de MAZAN,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012240-0001 du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,

VU le courrier de l'exploitant du 08 octobre 2012 à Monsieur le Préfet de Vaucluse, annonçant le changement de dénomination de la société LAFARGE PLATRES par la société SINIAT, à compter du 1^{er} juillet 2012,

VU la visite de l'inspection des installations classées effectuée sur le site le 28 novembre 2012,

VU les réponses de l'exploitant du 10 décembre 2012 et du 12 mars 2013 sur les suites de la visite du 28 novembre 2012,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 mars 2013,

CONSIDÉRANT que la zone de chargement des camions en gypse et la zone de stockage des installations de nettoyage sont des zones émettrices de poussières diffuses,

CONSIDÉRANT que ces émissions de poussières diffuses ne respectent pas les prescriptions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2009 susvisé, en particulier les émissions provenant du transvasement de gypse dans les camions vers les autres sites du groupe et l'absence de confinement des installations de nettoyage,

CONSIDÉRANT que ces émissions de poussières diffuses doivent être réduites ou canalisées,

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

A R R E T E

ARTICLE 1

La société SINIAT, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont le siège social est situé 500, rue Marcel Demonque, Zone du Pôle Technologique Agroparc à Avignon (84 915), exploite une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres, implantée à Route de Blauvac sur le territoire de la commune de MAZAN (84 830).

ARTICLE 2

L'exploitant est mis en demeure de respecter, au plus tard le 30 juin 2014, les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009 pour ce qui concerne l'émission de poussières diffuses dans l'atmosphère provenant des zones de chargement de gypse et de stockage des installations de nettoyage.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la Directrice départementale de la protection des populations, le Maire de Mazan, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 29 AVR 2013

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R. 514-3-1.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.